

Brochure n° 3005 T3

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : ASET1750103M
IDCC : 2614

Entre
FRTP Midi-Pyrénées
FR des SCOP du BTP Sud-Ouest

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC
FNCB CFDT
CFE-CGC BTP
FO BTP

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007). Il est applicable aux ETAM des entreprises de travaux publics situées dans la région Midi-Pyrénées dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ETAM des travaux publics pour 2017 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
A	18 807
B	19 640

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
C	21 605
D	23 250
E	26 190
F	29 135
G	31 895
H	33 585

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017
F	33 505,25
G	36 679,25
H	38 622,75

Article 3

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail à valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Toulouse, le 28 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)